

## **COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE FÉDÉRALE/PROVINCIALE/TERRITORIALE SUR LES POLITIQUES SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET LES COMMUNICATIONS – Septembre 2022 – Mise à jour du CDPIFP**

### Contexte

La communauté de pratique FPT en matière de politique sur les TIC a été créée à la demande du Conseil des dirigeants principaux de l'information de la fonction publique (CDPIFP), qui représente tous les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux. Ce forum permet aux gouvernements participants d'échanger des informations, des politiques et de pratiques exemplaires en matière de politique sur les TIC. En février, le CDPIFP a approuvé le passage du groupe politique à une communauté de pratique, après son statut initial de groupe de travail (2014).

La communauté de pratique en matière de politique sur les TIC fonctionne sur la base de la conviction qu'une collaboration active entre tous les membres permettra de développer des instruments politiques qui seront informés par, et si possible, alignés sur le travail de nos collègues à travers le pays. Il devrait en résulter davantage d'occasions de partager des approches, voire de fédérer des services, afin de promouvoir une approche plus pancanadienne de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques.

En outre, grâce à une collaboration active, les membres apprécient également de disposer d'un réseau étendu de contacts politiques à travers le pays avec lesquels ils peuvent se connecter de manière informelle pour discuter des défis et des approches.

### Adhésion

Grâce à un processus de recrutement progressif à partir de 2014, nos membres avaient augmenté pour inclure des représentants de huit provinces, de deux territoires et du gouvernement fédéral.

En mars 2022, la communauté de pratique a lancé un processus de vérification des membres afin de confirmer les représentants nommés pour chaque gouvernement. Pour les juridictions dont l'adhésion n'a pu être vérifiée, le président et le vice-président contacteront la CIEC pour voir si les juridictions souhaitent nommer de nouveaux membres.

Les membres actuels de la communauté de pratique en matière de politique sur les TIC comprennent des représentants des gouvernements suivants :

1. Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, gouvernement du Canada (en attente de vérification).
2. Alberta (adhésion confirmée)

3. Colombie-Britannique (adhésion confirmée)
4. Manitoba (en attente de vérification)
5. Nouveau-Brunswick (adhésion confirmée)
6. Terre-Neuve-et-Labrador (poste vacant)
7. Nouvelle-Écosse (adhésion confirmée)
8. Ontario (en attente de vérification)
9. Île-du-Prince-Édouard (adhésion confirmée)
10. Québec (en attente de vérification)
11. Saskatchewan (adhésion confirmée)
12. Territoires du Nord-Ouest (adhésion confirmée)
13. Nunavut (en attente de vérification)
14. Yukon (poste vacant)

### Objectifs de la communauté de pratique en matière de politique sur les TIC

- Partager l'information, les pratiques exemplaires, la recherche et discuter des objectifs, des positions et des priorités nationales, provinciales et territoriales en matière de politique sur les TIC dans chaque gouvernement, et tester leur interopérabilité.
- Maintenir les normes les plus élevées en matière d'analyse de politique.
- Offrir un forum de discussion pour améliorer la politique et la gestion des TIC en favorisant l'innovation dans la recherche, l'analyse et l'éducation.
- Créer une approche de la politique sur les TIC qui s'appuie sur les forces existantes des gouvernements membres – afin d'accroître leur capacité à profiter des opportunités et à répondre efficacement aux défis des nouvelles technologies.
- Aider les membres du CDPIFP à aborder toute question de politique commune.

### Fréquence des réunions

Le Groupe de travail sur la politique en matière de TIC se réunit tous les trimestres ou de manière ponctuelle, selon les besoins. Le groupe prévoit de tenir des réunions en mars, juin, septembre et décembre.

### Faits saillants

- 21 mars 2022 Réunion des membres Sujets à l'ordre du jour
  - Points forts des réunions des Conseils conjoints virtuels et du CDPIFP.
  - Mise à jour sur le changement visant à supprimer la résidence des données de la législation FOIPPA de la Colombie-Britannique.
  - Discussion sur l'utilisation des signatures électroniques dans les différents gouvernements et sur les instruments politiques et les autorités.
  - Discussion sur la politique d'architecture organisationnelle.
  - Question aux juridictions sur la politique de droit d'auteur et la licence d'attribution Creative Commons (IPÉ).

- La vérification des membres a commencé pour confirmer les participants de chaque gouvernement.
- Aucune réunion n'a eu lieu en juin.
- La composition du comité a été mise à jour au fur et à mesure que les réponses à la vérification des membres ont été reçues.
- Deux questions juridictionnelles ont été envoyées aux membres de la CdP TIC au cours de cette période.
  - Utilisation des appareils pour les utilisateurs non gouvernementaux.
  - Politique du droit d'auteur de la Couronne et licence d'attribution Creative Commons.

**Annexe A – Membre de la CdP TIC FPT.xlsx**